



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

Reçu en préfecture le 15/12/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE

Le contexte budgétaire actuel



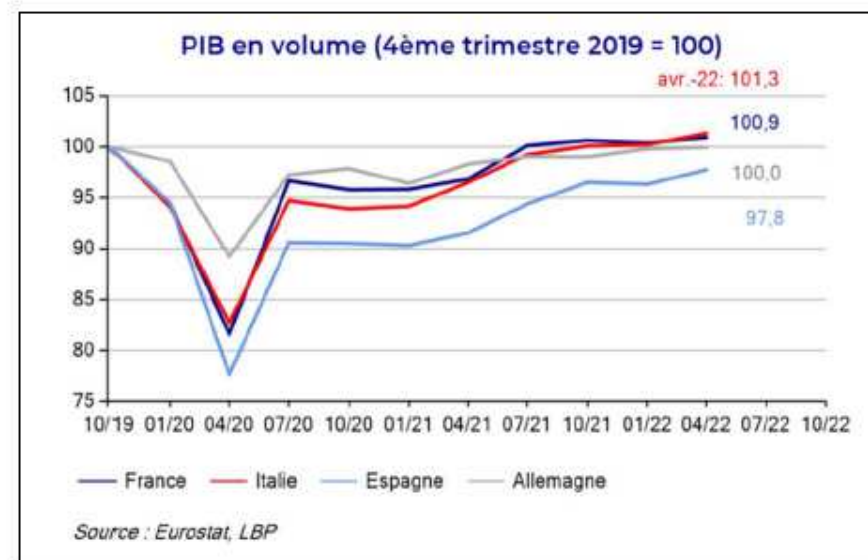
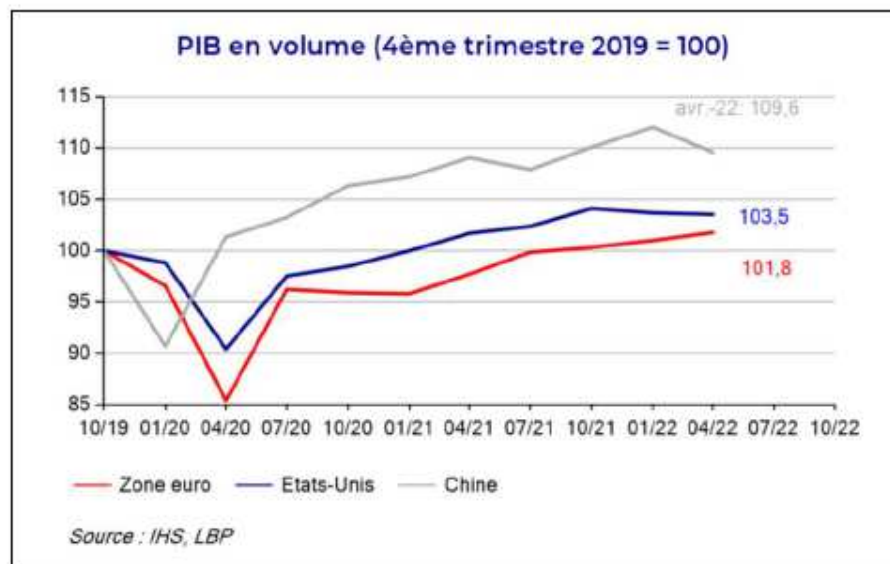
Un contexte d'une incertitude de crise rarement observé

Crise énergétique, incertitudes géopolitiques

Crise sanitaire

Un choc économique sans précédent mais une normalisation rapide

- Presque **tous les pays ont retrouvé leur niveau d'activité d'avant la crise sanitaire** (avec des disparités sectorielles)
- Un redressement lié à la **nature de la crise et le fruit des politiques économiques** (budgétaires et monétaires) qui ont apporté un soutien très efficace



Inflation

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

Reçu en préfecture le 15/12/2022

Affiché le

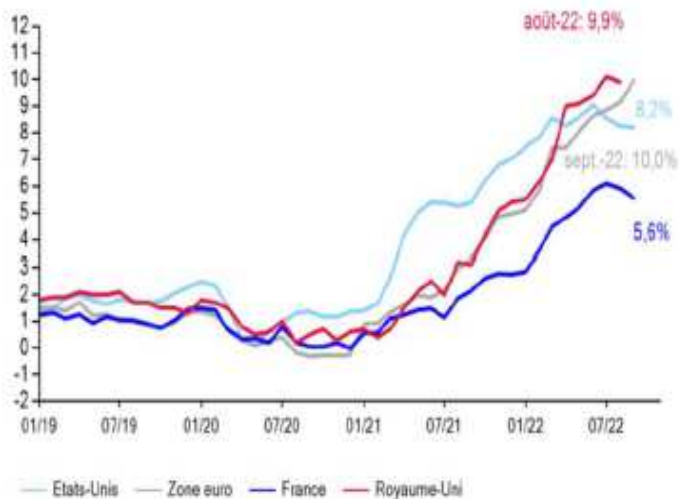
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



Une poussée de fièvre sans précédent depuis 40 ans

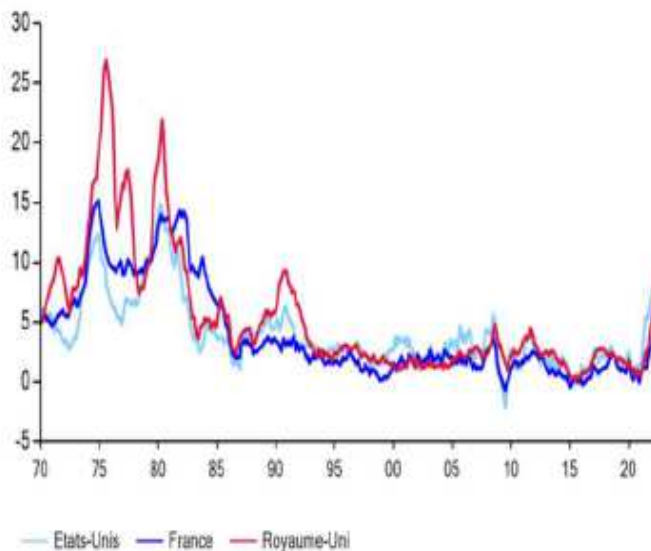
- Des niveaux d'inflation imprévus et ... inconnus depuis le début des années 1980 !
- Une accélération des prix rarement observée

Prix à la consommation (taux de variation sur un an, en %)



Source : IHS, LBP

Prix à la consommation (taux de variation sur un an, en %)



Source : IHS, LBP

Consensus prévisions inflation pour 2022 (%)



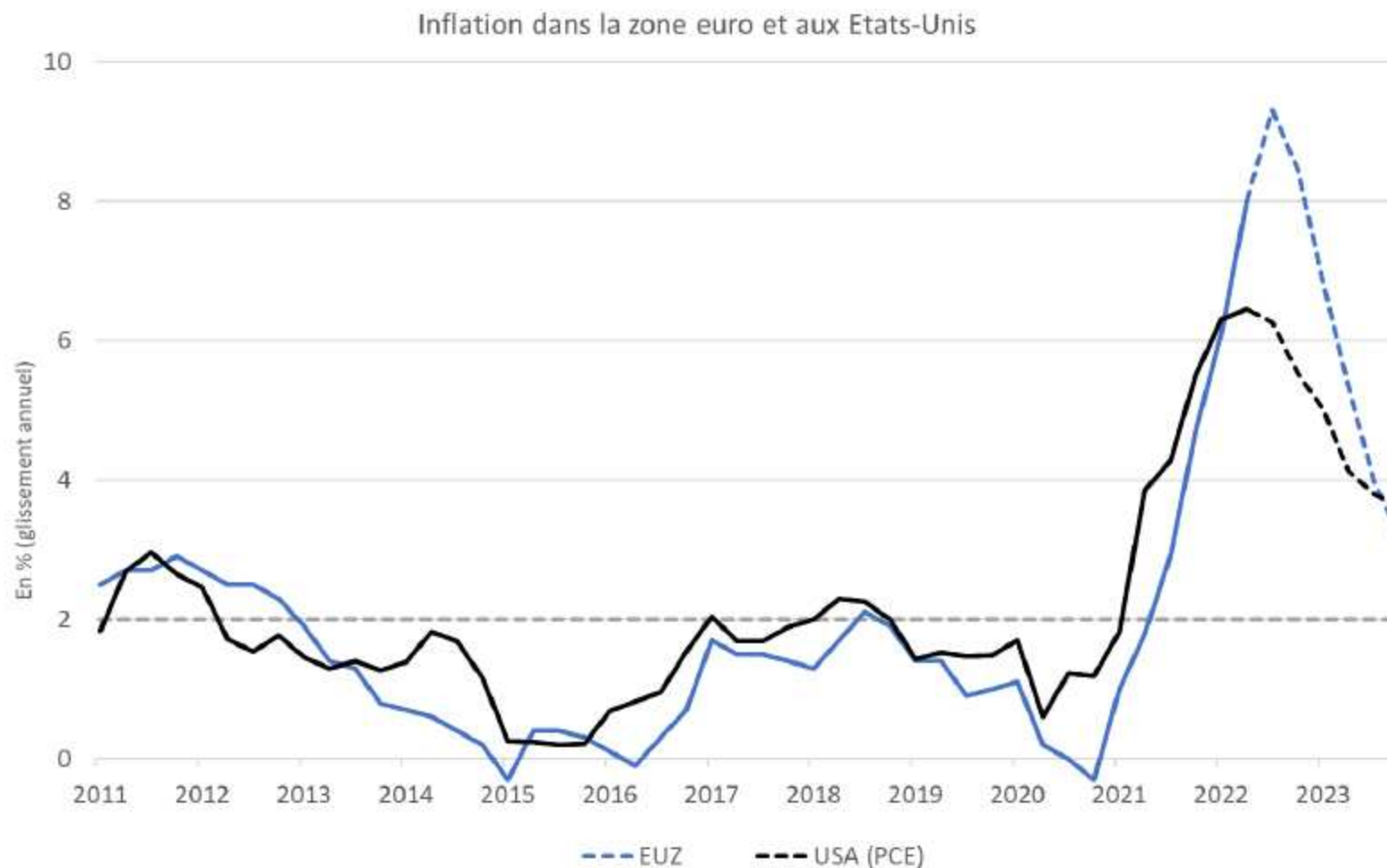
Inflation

Envoyé en préfecture le 15/12/2022
Reçu en préfecture le 15/12/2022
Affiché le
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



Une baisse attendue de l'inflation pour 2023 ... ?

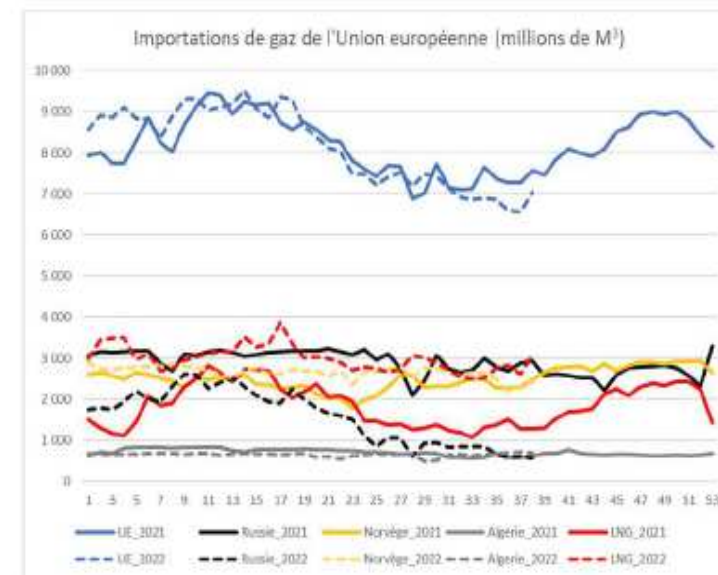
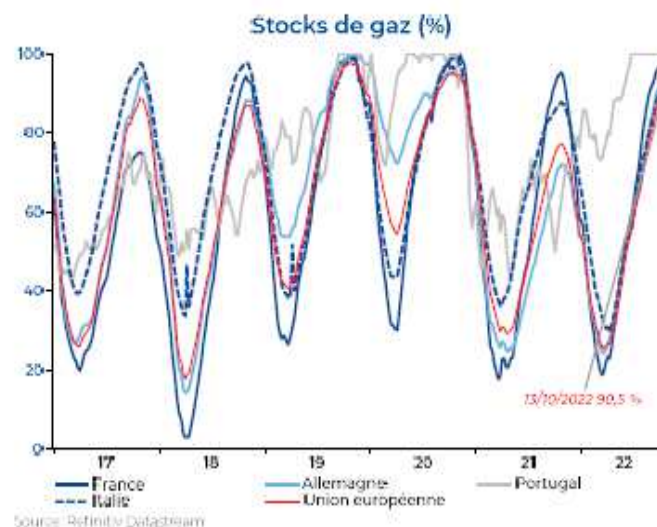
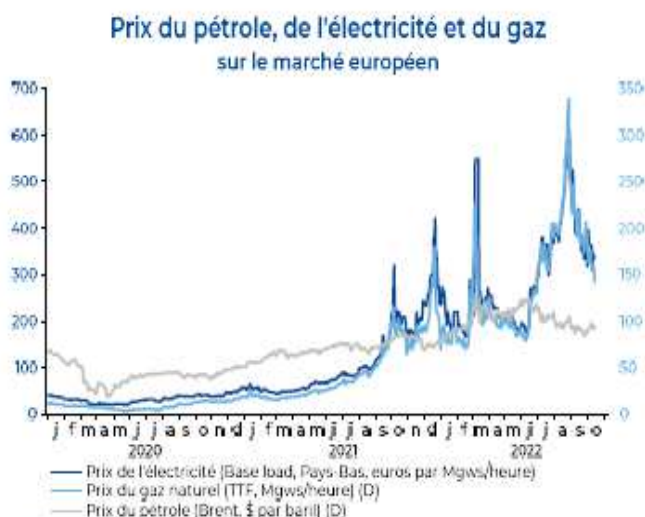
- ... principalement tirée par les hypothèses de stabilité des prix de l'énergie
- ... mais qui serait insuffisante au regard de l'objectif de 2 % des banques centrales...



Gaz / Electricité

Une problématique cruciale

- Les stocks ont été à peu près reconstitués grâce à une restructuration des approvisionnements (+ de LNG, - de gaz russe).
- Lien prix électricité/prix du gaz sur le marché européen, technique et économique
- Ménages relativement protégés (hausse prix de l'électricité 60 % sur un an en août en Espagne, 100 % en Italie...)
- Principal problème : renégociation des tarifs de gaz et d'électricité pour collectivités locales et entreprises en 2023 (pour celles qui ne sont plus au tarifs réglementés)

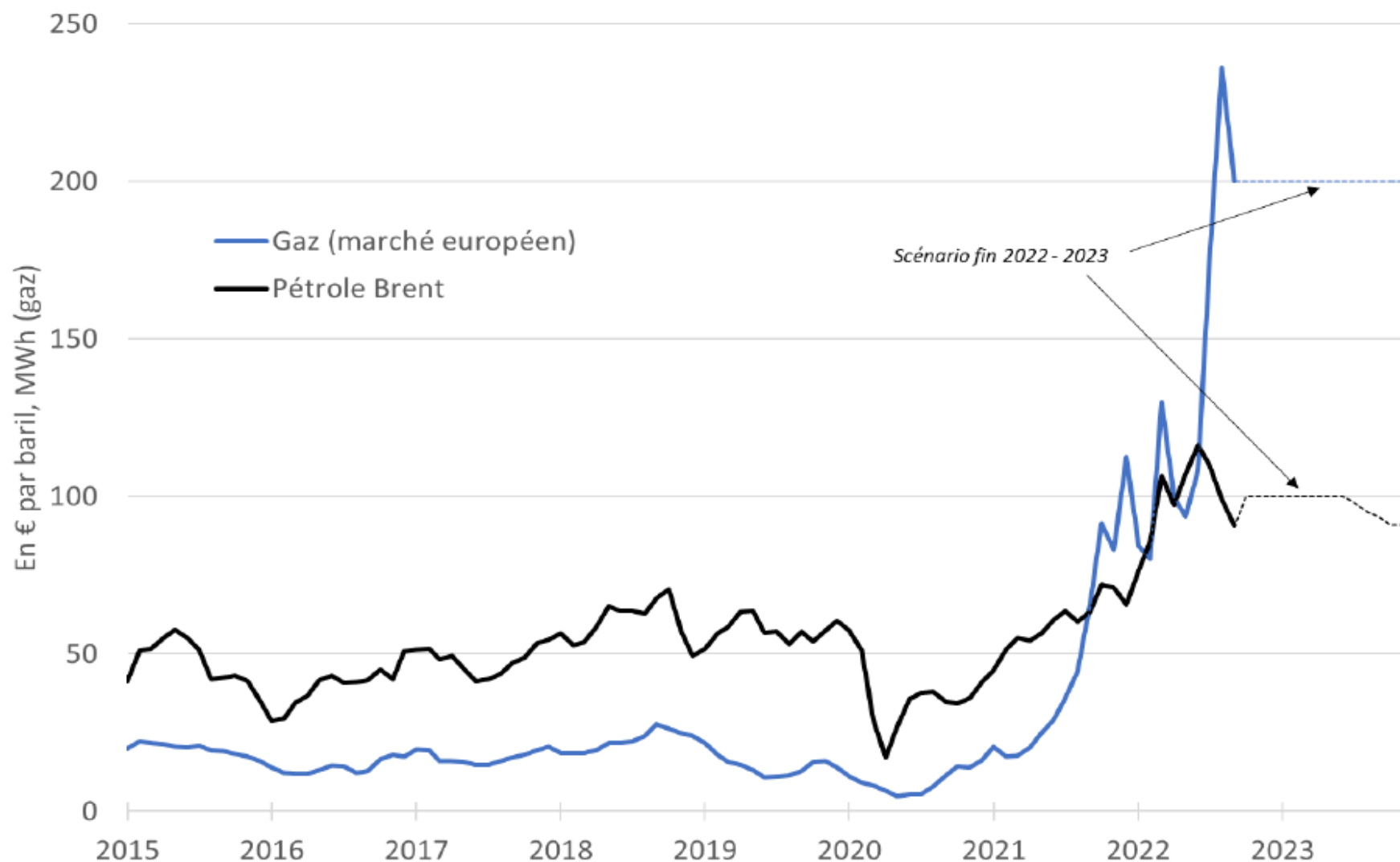


Gaz / Electricité

Envoyé en préfecture le 15/12/2022
Reçu en préfecture le 15/12/2022
Affiché le
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



❑ Quel scénario en 2022 pour les prix de l'énergie ?



Taux d'intérêt

Réajustement à la hausse avec le resserrement monétaire et l'inflation

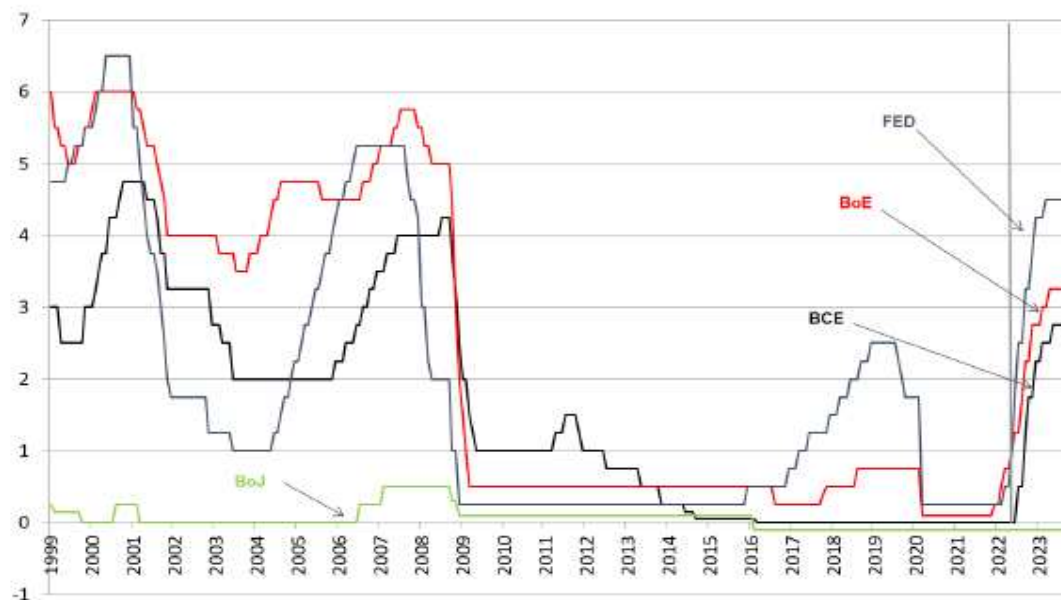
Le resserrement monétaire se poursuit

- Les banques centrales ont amorcé un cycle de hausses des taux (d'abord la BoE en décembre 2021, puis la Réserve fédérale en mars 2022 et enfin la BCE depuis juillet)

Contexte

- inflation élevée et largement supérieure à la cible depuis plus d'un an
- Perspectives d'une inflation qui se maintient à un niveau élevé au cours des prochains trimestre
- Faible niveau du chômage (6,6 % dans la zone euro et 3,7 % aux Etats-Unis en août)

- Hausses de taux au moins jusqu'au 1^{er} trimestre 2023 : 4,5% (FED), 3,25% (BoE) et 2,75% (BCE)



Les multiples menaces sur la croissance



❑ Tensions sur la production

- ❑ Les contraintes d'approvisionnement dans les entreprises restent vives...
- ❑ ... et les difficultés de recrutement s'intensifient

❑ Guerre en Ukraine

- ❑ Une amplification des chocs sur les prix de l'énergie (envolée du prix du gaz)
 - Choc inflationniste prolongé
 - Baisse du pouvoir d'achat des ménages
 - Hausse des coûts de production des entreprises
- ❑ Risque géopolitique : facteur d'incertitude et de ralentissement de la demande

❑ Resserrement monétaire

- ❑ Pour réduire l'inflation, les banques centrales augmentent les taux et accentuent le ralentissement de la demande

❑ Politiques budgétaires

- ❑ Nouvelles mesures d'urgence pour amortir les effets du choc énergie

Le projet de loi de finances 2023



Le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 entend protéger les ménages et soutenir les entreprises en pleine crise énergétique et de flambée des prix, tout en maîtrisant les dépenses publiques.

Le gouvernement table sur des **prévisions de croissance de 2,7% en 2022 et de 1% en 2023**, ainsi que sur une inflation de 5,3% en 2022 et de 4,2% en 2023. Le principal aléa de ce scénario est l'évolution de la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'activité des prix de gros de l'énergie.

En 2022 comme en 2023, **le déficit public se stabiliserait à 5% du PIB**, alors que le déficit budgétaire de l'État se réduirait de 14 milliards d'euros, pour atteindre 158,5 milliards en 2023. **Les dépenses de l'État s'établiraient à 480,3 milliards d'euros en 2023** (- 2,6% par rapport à 2022), tandis que les recettes nettes du budget général sont prévues à 345,1 milliards d'euros. **Le poids de la dette publique baisserait de 111,5% du PIB en 2022 à 111,2% en 2023.**

Les mesures pour les collectivités locales

Les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales passent de 52,32 à 53,45 milliards d'euros (soit +2,15%).

Un fonds d'accélération écologique dans les territoires doté de 1,5 milliard d'euros en 2023, aussi appelé "**fonds vert**", doit venir soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales. Ce fonds visera notamment à soutenir la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets...), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

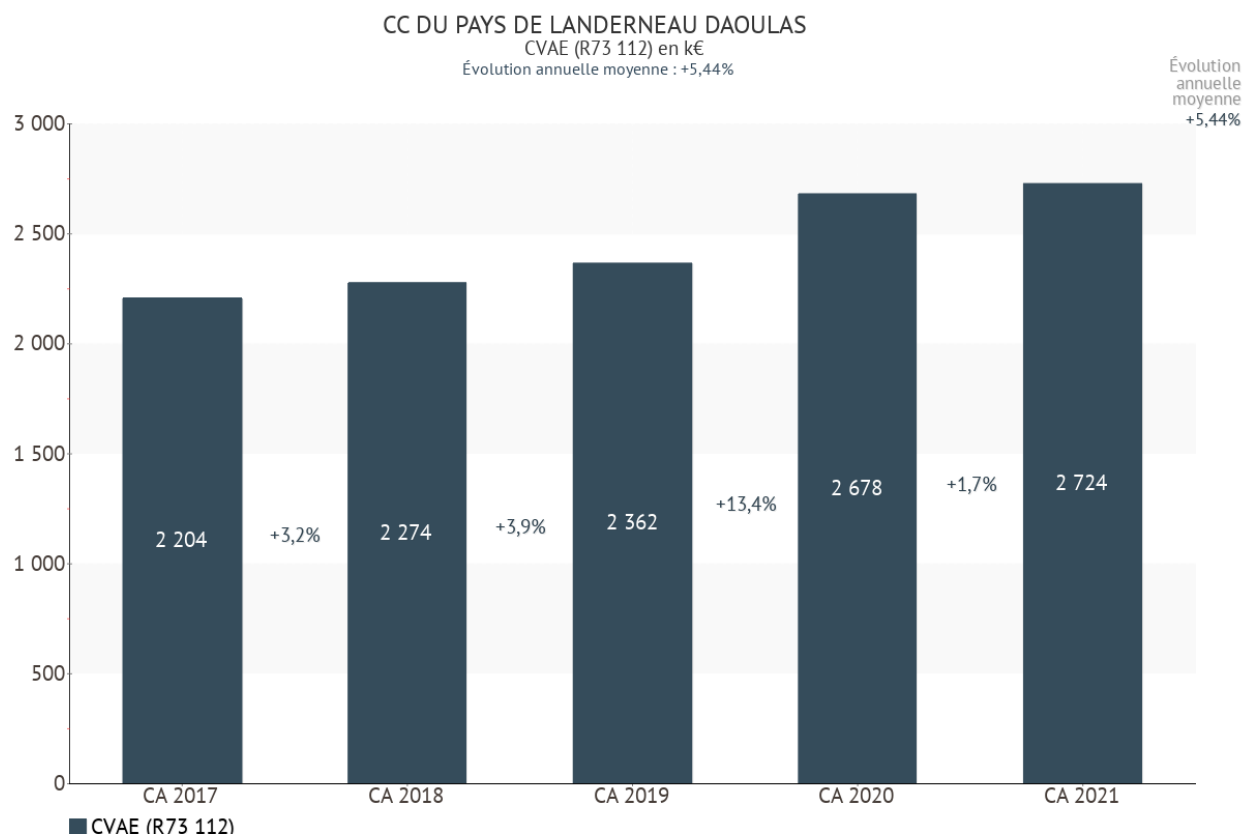
Pour compenser le produit de la CVAE des entreprises, les départements et le bloc communal se verront attribuer une fraction de la TVA, qui sera affectée à un **fonds national d'attractivité économique des territoires**.

Pour protéger les communes exposées à la flambée des prix de l'énergie, près d'un demi milliard d'euros est budgété.

Les mesures pour les collectivités locales



Montant de la CVAE 2022 de la CAPLD : 2,677 M €



Cette ressource, qui représentait plus de 10 % des recettes réelles de fonctionnement du budget principal en 2021, serait ainsi supprimée et compensée par une fraction de la TVA, à l'instar de ce qui avait été fait pour la suppression de la TH.

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

Reçu en préfecture le 15/12/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



Les finances locales

Une forte progression des dépenses

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

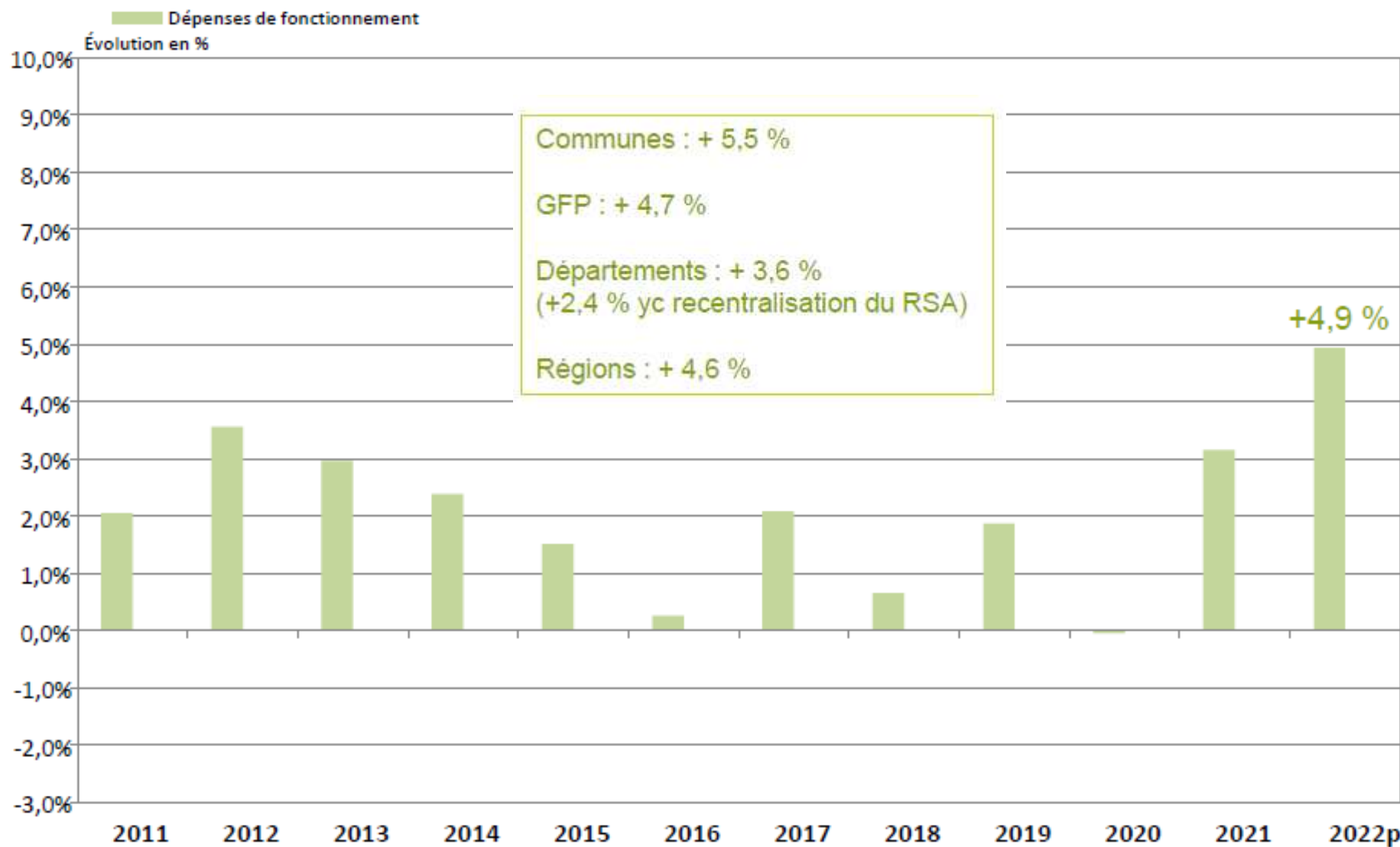
Reçu en préfecture le 15/12/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



Évolution des dépenses de fonctionnement



Et pouvant générer un nouvel effet ciseau

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

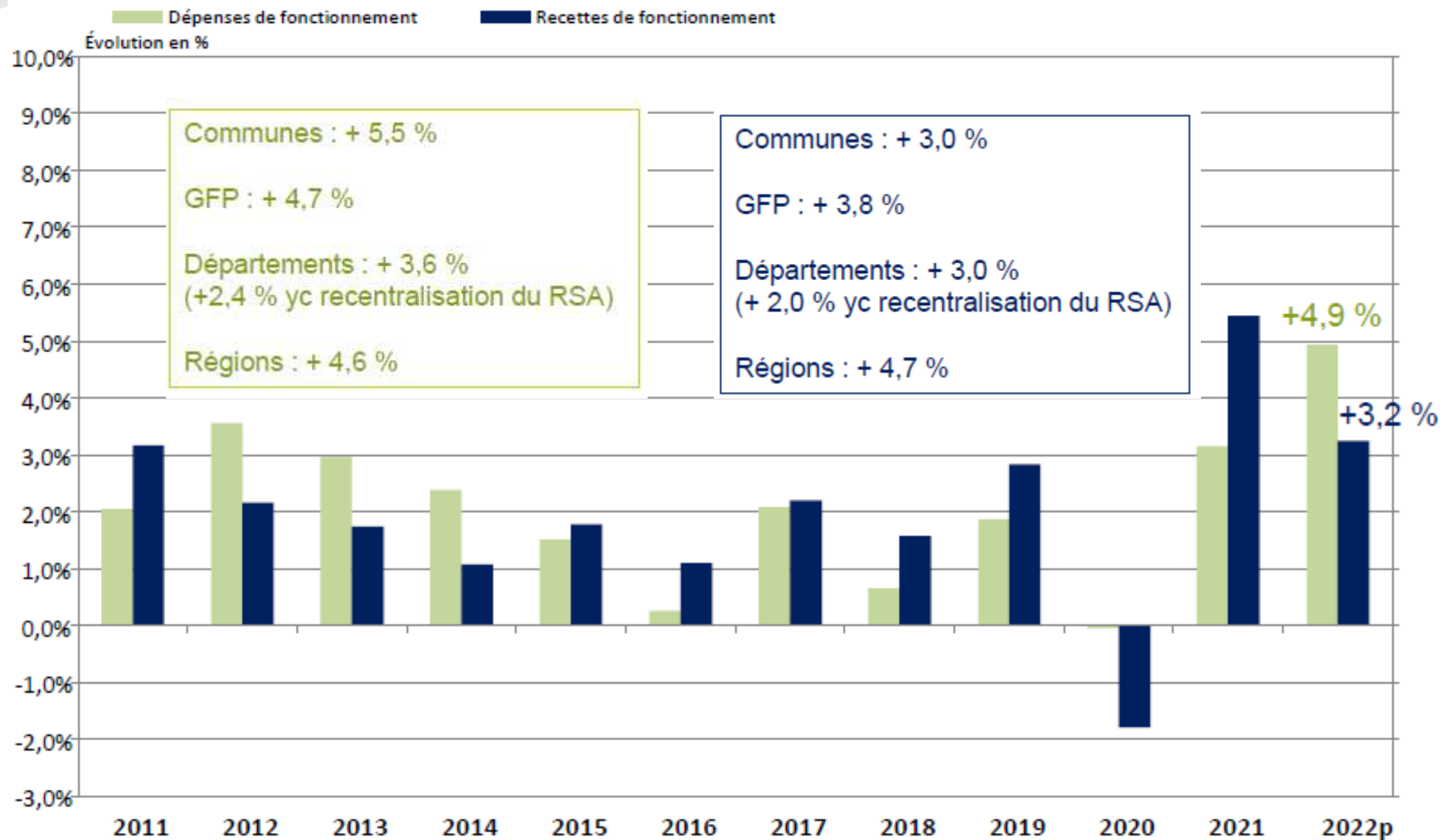
Reçu en préfecture le 15/12/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



Évolution des recettes et des dépenses de fonctionnement

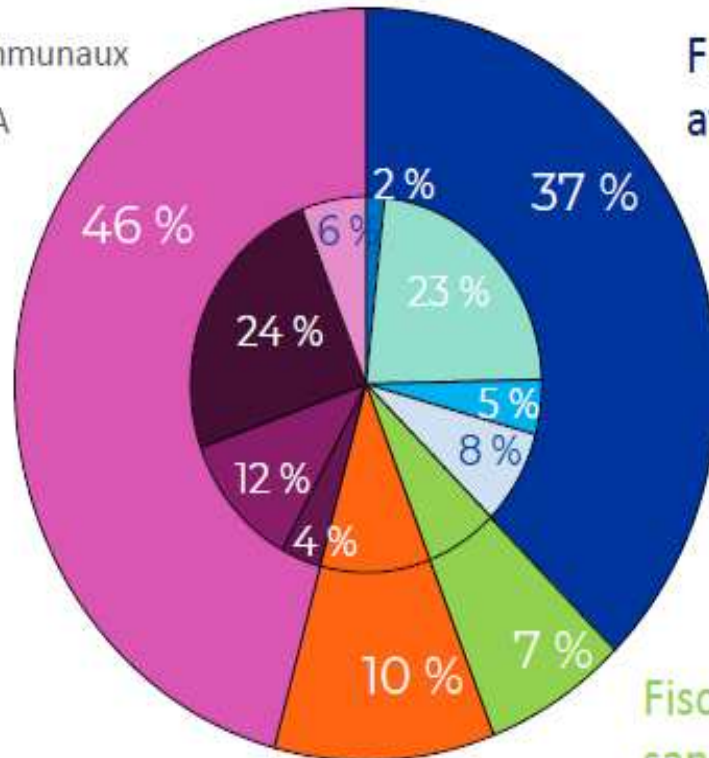


L'évolution des ressources fiscales : quelle analyse de la situation en 2022 ?



Fiscalité indirecte sans pouvoir de taux

- DMTO communaux
- TICPE/TSCA
- TVA
- Autres



Fiscalité directe avec pouvoir de taux

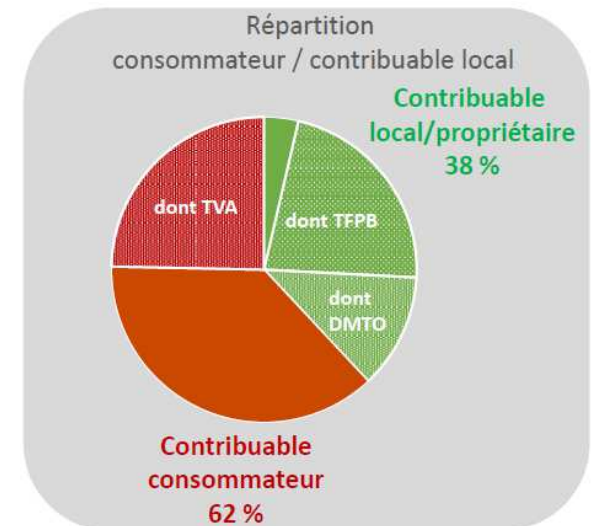
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (taux gelés jusqu'en 2023)
- Taxes foncières (TFPB/TFPNB)
- Impôts économiques (CFE/Tascom)
- TEOM/VM/GEMAPI

Fiscalité directe sans pouvoir de taux

- Impôts économique (CVAE, IFER)

Fiscalité indirecte avec pouvoir de taux

- Taxe de séjour, cartes grises, DMTO départementaux

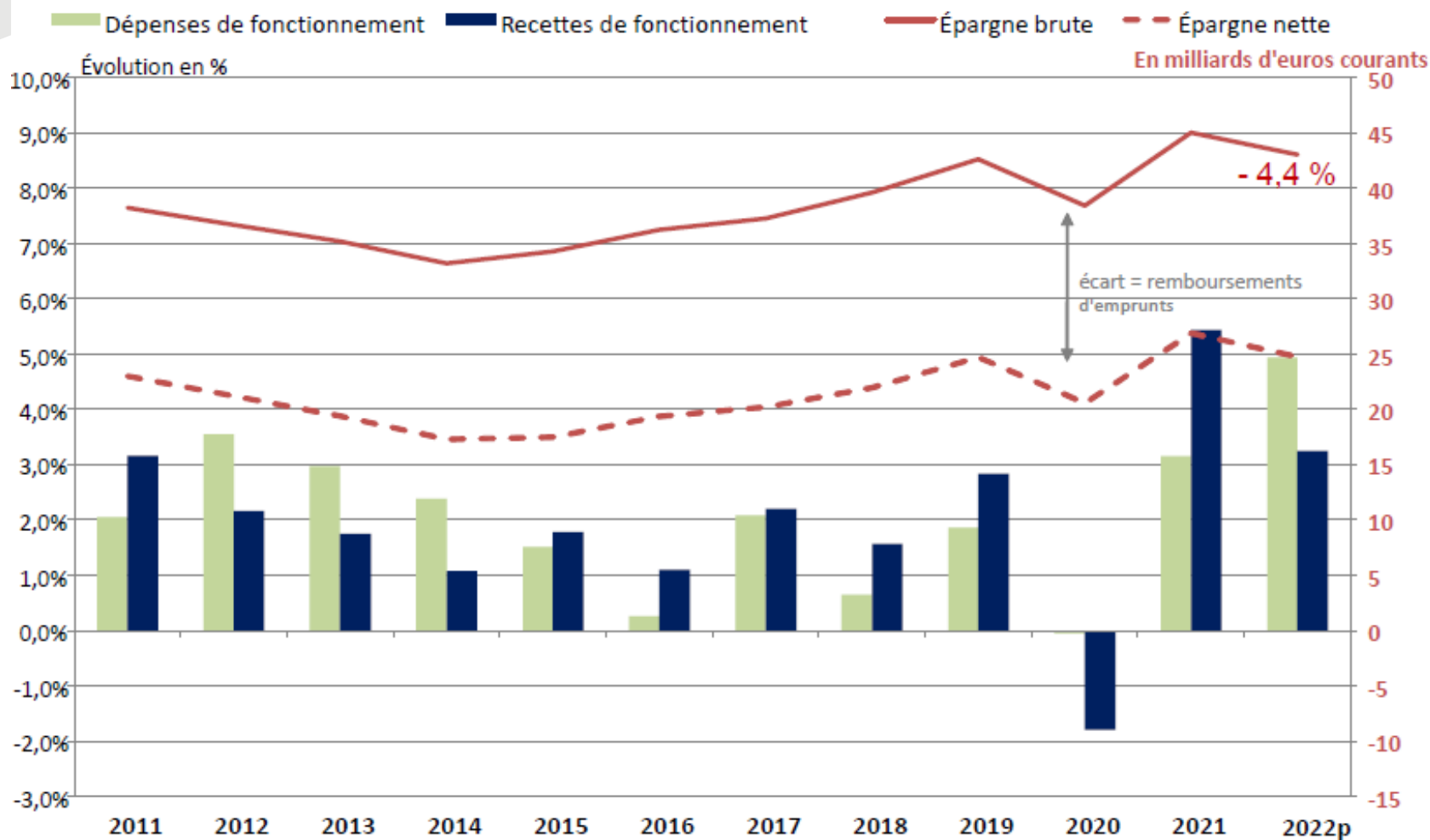


De nouvelles tensions sur l'autofinancement

Envoyé en préfecture le 15/12/2022
Reçu en préfecture le 15/12/2022
Affiché le
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales



Communes : - 11,3 %
GFP : - 1,6 %
Départements : - 0,5 %
Régions : + 5,1 %

Un encours de dette maîtrisé

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

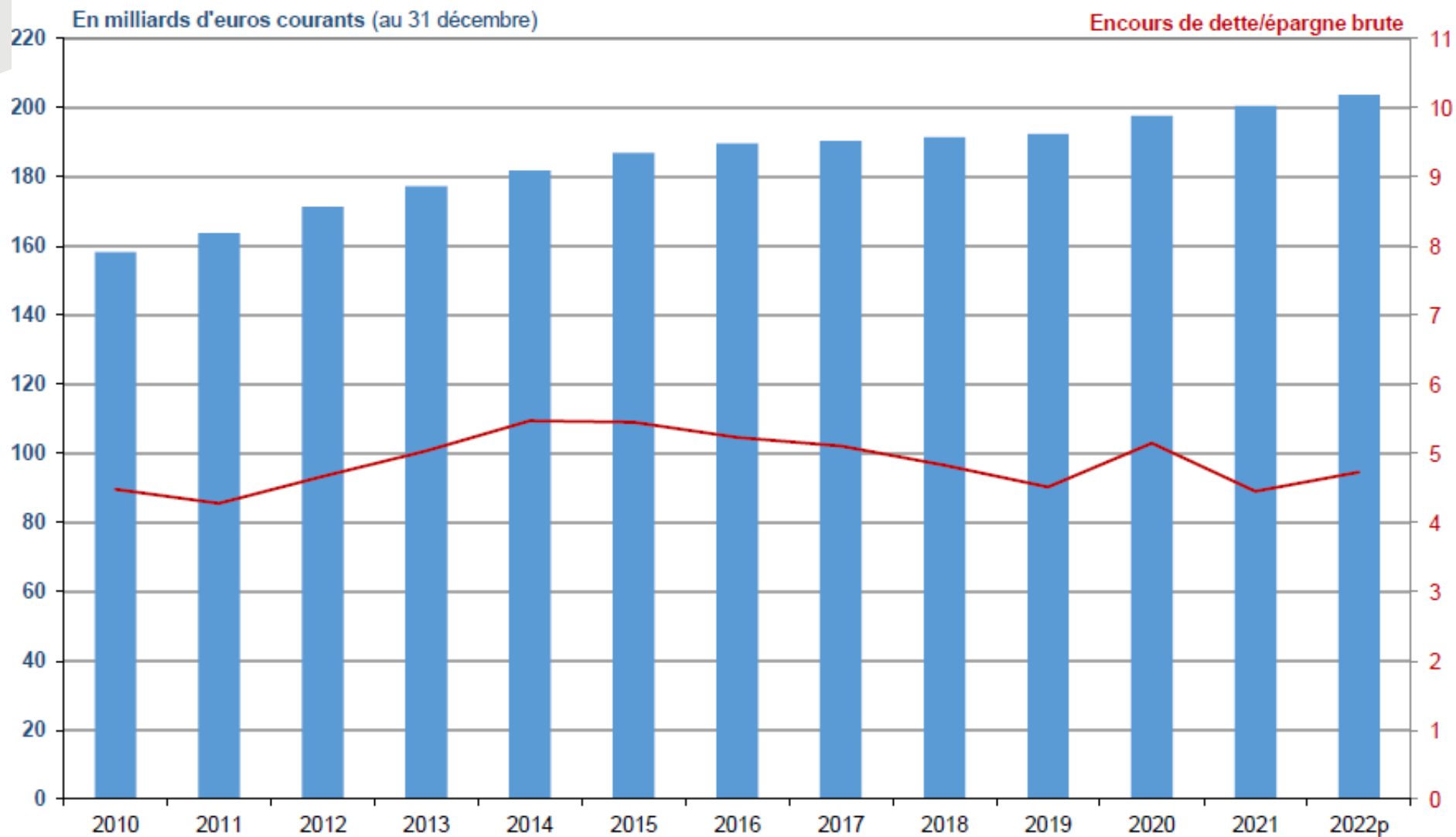
Reçu en préfecture le 15/12/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



Encours de dette des collectivités locales



Envoyé en préfecture le 15/12/2022

Reçu en préfecture le 15/12/2022

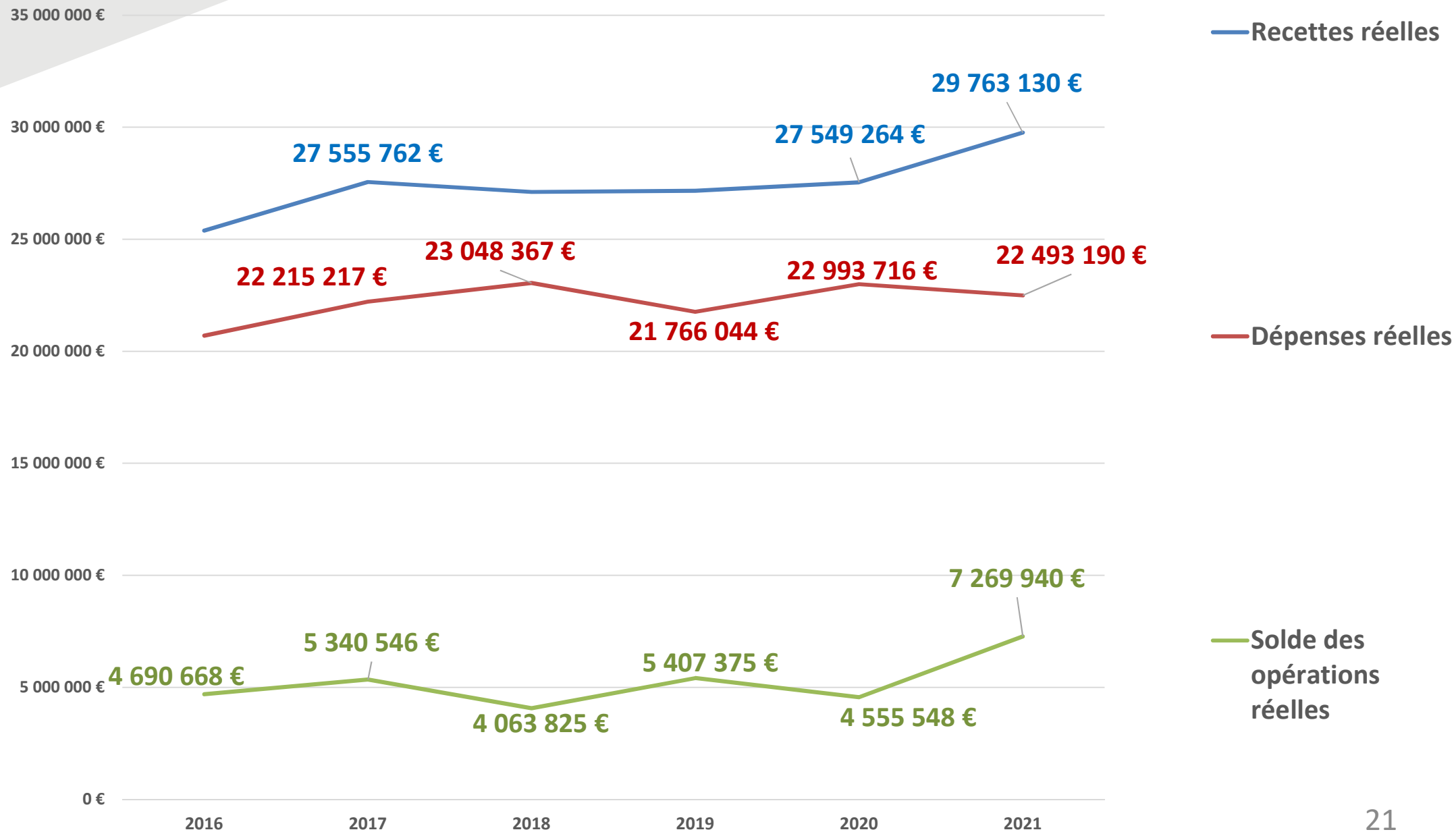
Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE

Les indicateurs financiers **de la CAPLD**

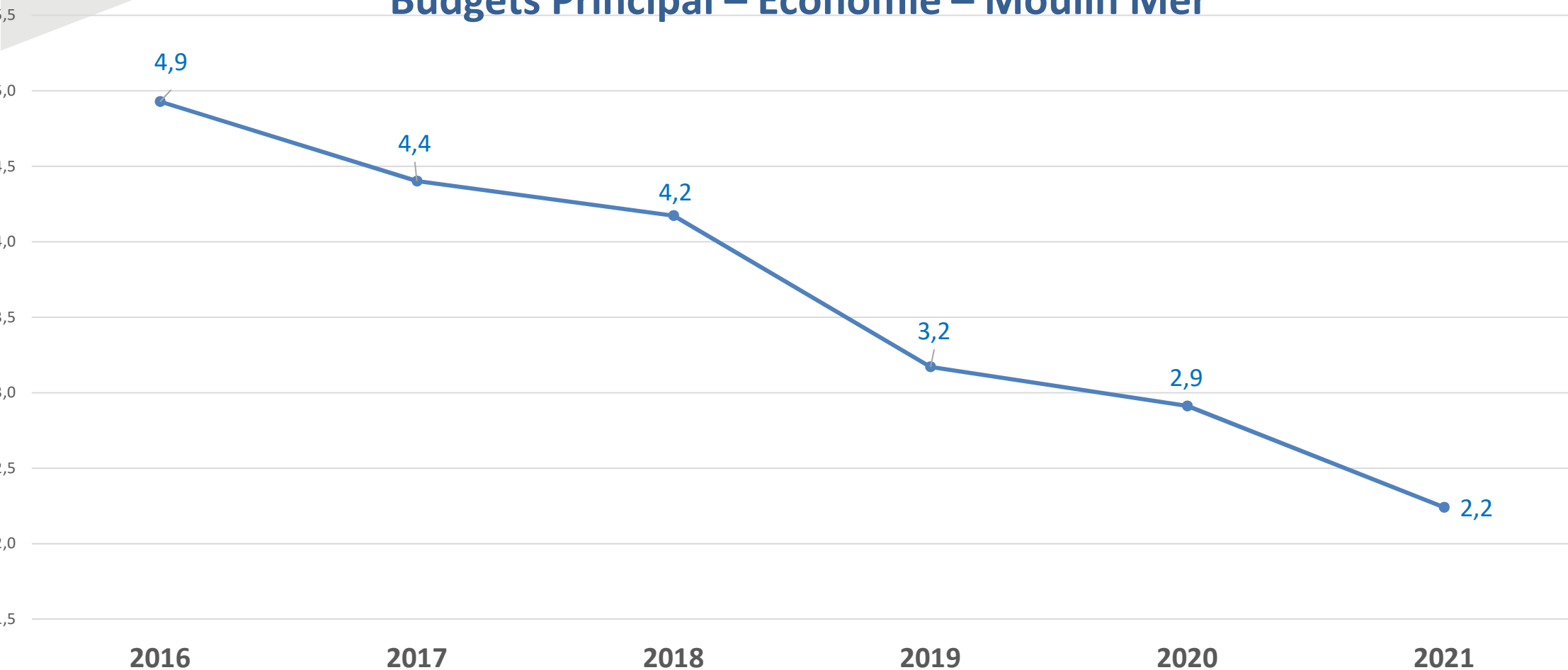


Evolution des recettes et des dépenses réelles de fonctionnement depuis 2014 (budgets M14 consolidés)





Capacité de désendettement en années Budgets Principal – Economie – Moulin Mer



Caractéristiques de la dette (tous budgets)

01/01/2023 – 16 871 007,83€

Envoyé en préfecture le 15/12/2022
Reçu en préfecture le 15/12/2022
Affiché le
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



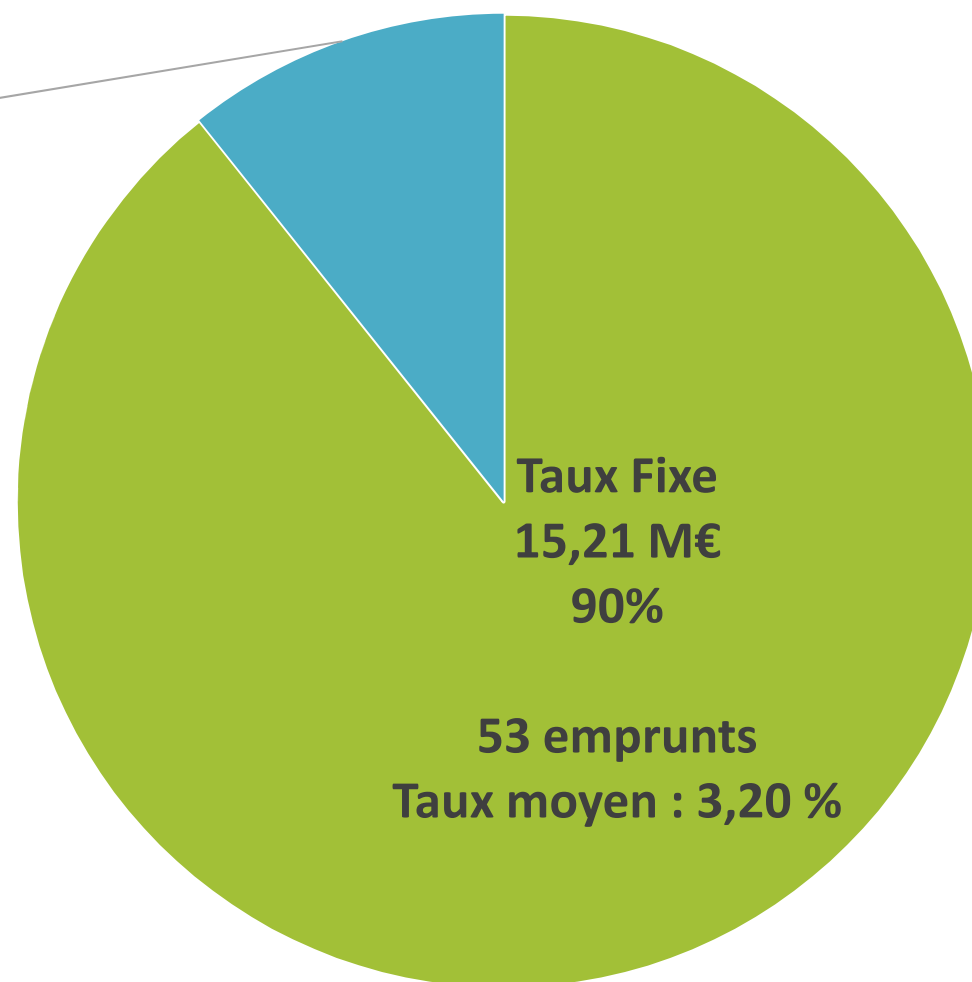
Encours : 16 871 008 € (pour rappel 2022 : 19 361 741 €)soit - 2,5M€, - 13%

Durée de vie moyenne : 4 ans et 4 mois (pour rappel 2022 : 4 ans et 8 mois) - 4 mois

Taux moyen : 3,31 % (pour rappel 2022 : 3,11 %) + 0,20%

Nombre d'emprunts : 61 (pour rappel 2022 : 63) - 2 emprunts en cours

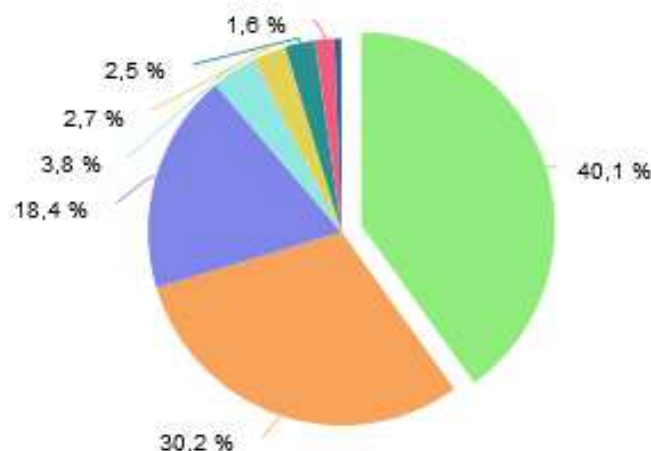
Taux Variable
1,66 M€
10%
8 emprunts
Taux moyen : 4,40 %



Dette de la Communauté au 01/01/2023 tous budgets confondus

Envoyé en préfecture le 15/12/2022
Reçu en préfecture le 15/12/2022
Affiché le
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE

Budgets



Budget	%	Montant
 BUDGET ASSAINISSEMENT	40,09 %	6 762 836,47
 BUDGET ECONOMIQUE	30,24 %	5 101 223,67
 BUDGET PRINCIPAL	18,41 %	3 105 698,96
 BUDGET MOULIN MER	3,79 %	639 933,47
 BUDGET RESEAU CHALEUR	2,75 %	463 800,15
 BUDGET EAU	2,53 %	427 452,07
 BUDGET EAU DSP	1,61 %	271 041,92
 BUDGET PHOTOVOLTAIQUE	0,59 %	99 021,12
TOTAL		16 871 007,83

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

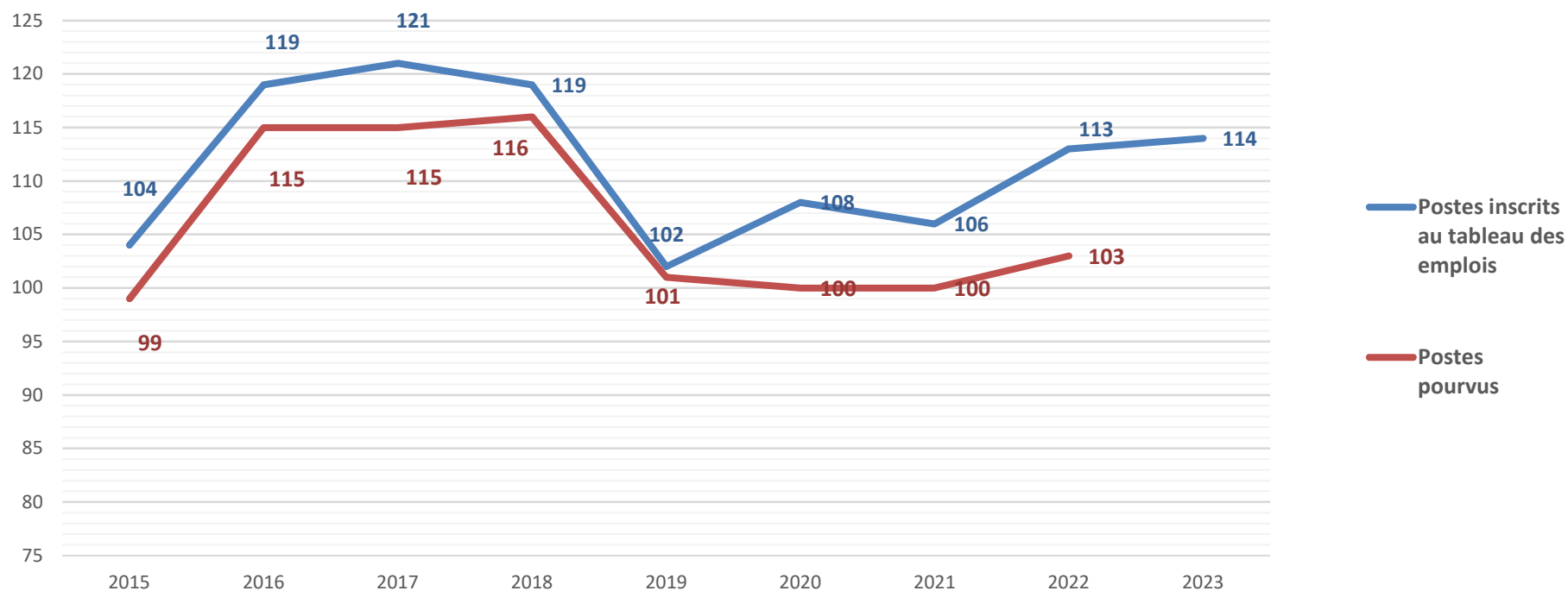
Reçu en préfecture le 15/12/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE

Les données sur le personnel **de la CAPLD**

Effectifs au 1er janvier depuis 2015



Eléments DOB 2023

- créations 2022 impactant 2023 : 1 DGA (recrutement en cours) + 1 responsable transition écologique (recrutement à venir) + 1 technicien informatique (agent arrivé), compensé en partie par des départs non remplacés.

Il est par ailleurs prévu d'intégrer en 2023 un renforcement du service Informatique en lien avec l'évolution de la mutualisation auprès des communes.

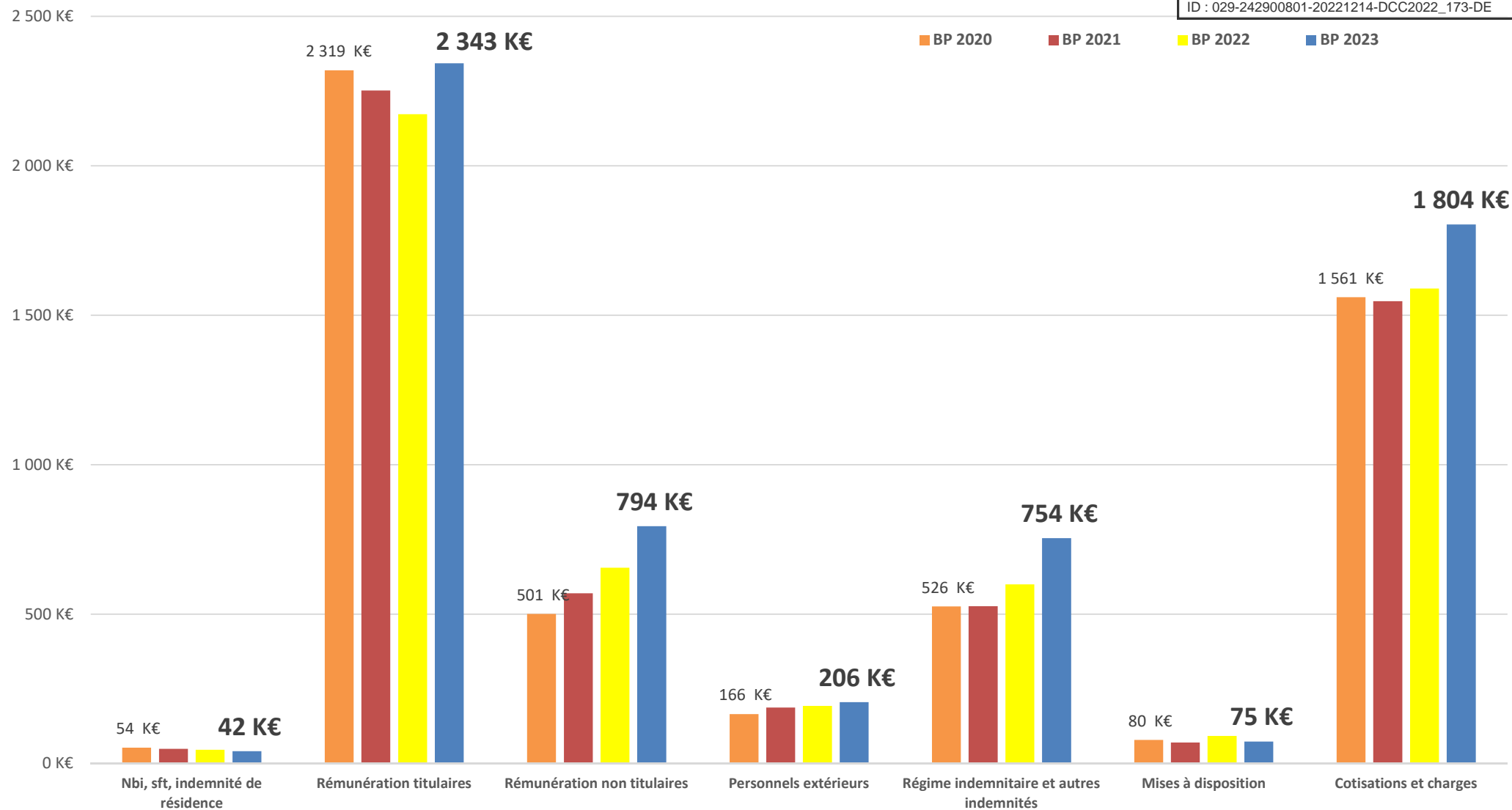
Les divers éléments de rémunération et leur évolution prévisionnelle (en K€)

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

Reçu en préfecture le 15/12/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



	2020	2021	2022	PROJET 2023
Total RH	4,867 M €	4,860 M €	5,350 M €	6,017 M €

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

Reçu en préfecture le 15/12/2022

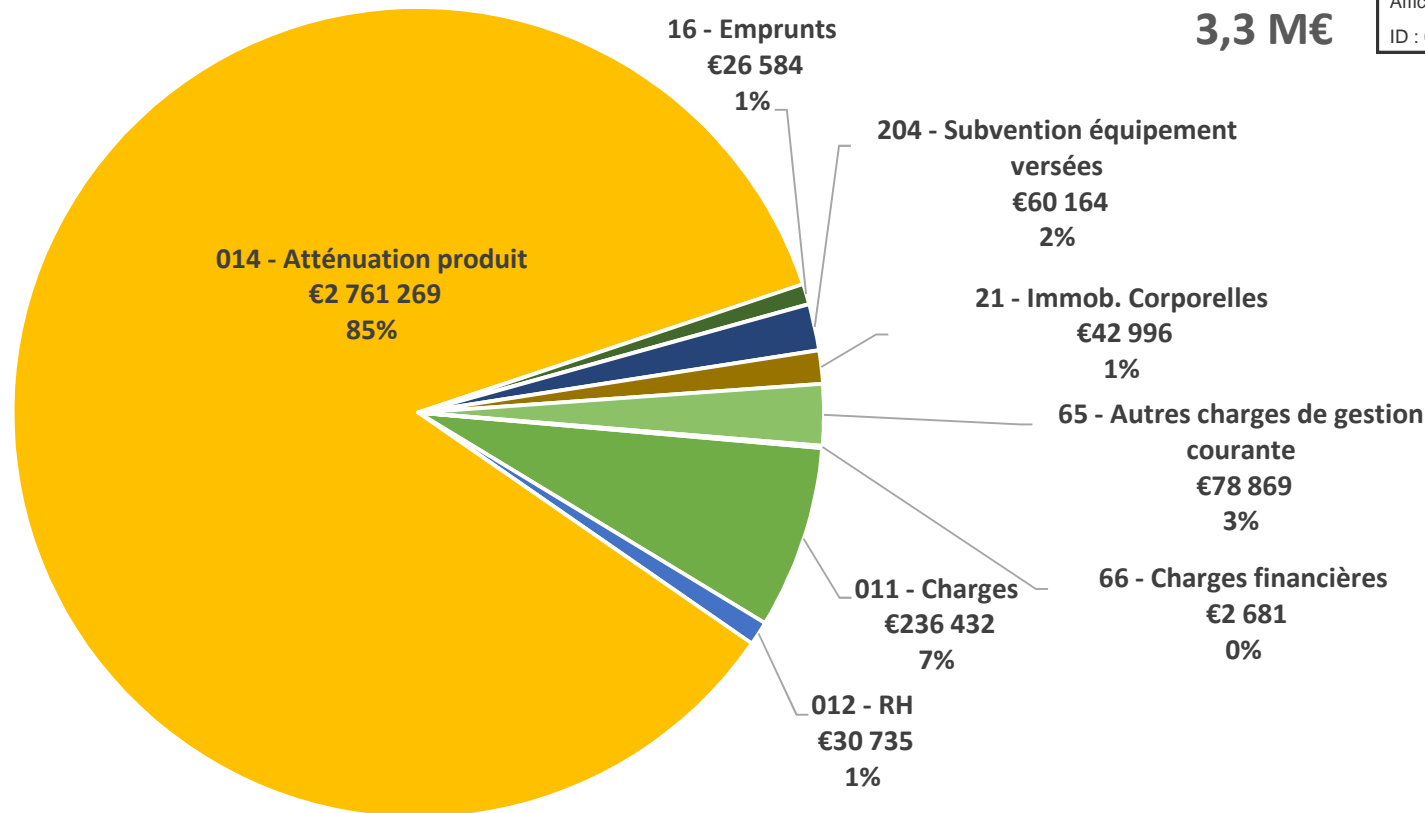
Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE

Les flux financiers avec les communes du territoire

LES DEPENSES DE LA CAPLD POUR SES COMMUNES MEMBRES

Envoyé en préfecture le 15/12/2022
 Reçu en préfecture le 15/12/2022
 Affiché le
 ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



La principale dépense de la Communauté pour ses communes membres est l’attribution de compensation sous forme de **reversement de fiscalité**, qui ne peut varier que lors du transfert de nouvelles compétences (imputée au chapitre 014).

Les dépenses en matière d’emprunt (capital et intérêts, chap 16) sont des remboursements d’échéances de prêts assainissement.

Les charges à caractère général (chap 011) concernent principalement les dépenses en carburants facturées par la Landerneau, les loyers et charges du CTLB au titre des services mutualisés et des régularisations de dépenses prises en charge par les communes au titre de la compétence Eau.

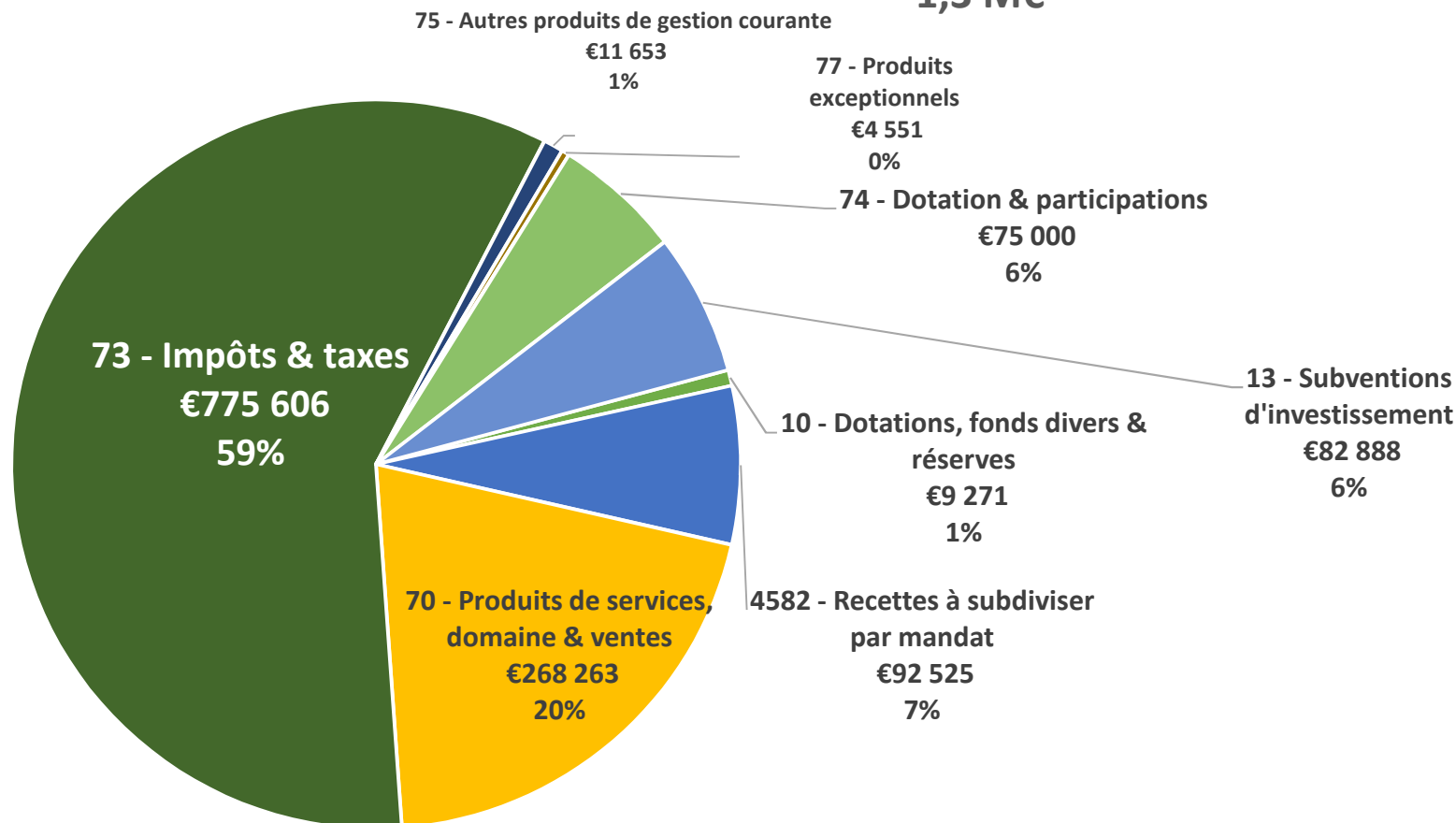
Les charges de personnel (chap 012)sont les frais de mise à disposition du personnel de Landerneau pour l’Hygiène et sécurité et les aires d’accueil des gens du voyage, ainsi que les interventions au titre des écoles de musique de Landerneau et Loperhet.

A ces dépenses s’ajoutent les diverses subventions et les participations pour travaux (animations, navettes scolaires, effacement de réseaux, sentiers de randonnée, fonds de concours).

LES RECETTES DE LA CAPLD PROVENANT DE SES COMMUNES MEMBRES

1,3 M€

Envoyé en préfecture le 15/12/2022
Reçu en préfecture le 15/12/2022
Affiché le
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE



Principale recette de la Communauté provenant de ses communes membres : l'attribution de compensation, qui peut varier principalement lors d'un transfert de compétences, et abondée des charges associées à la mutualisation de certains services (garage, ADS).

Les produits des services : prestations assurées par les services de la Communauté facturées aux communes (dont le service commande publique, le garage et l'ADS), frais de préparation des programmes de travaux et d'assistance technique, livraison de chaleur pour les salles COSEC et La Fabrik de Landerneau, la vente de conteneurs
Dotation de Landerneau pour l'animation de la Cimenterie.

Les propositions d'évolution des dépenses et des recettes pour 2023

Budget principal

En 2023, le Budget principal intègre le Budget Action économique et Mobilité Mer

Envoyé en préfecture le 15/12/2022
Reçu en préfecture le 15/12/2022
Affiché le
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE

Les budgets de la Communauté sont en cours de finalisation.

Les grandes masses du budget et leur évolution prévisionnelle :

Les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal totalisaient **25,850 M € en 2022**, elles seraient de l'ordre de **26,9 M € en 2023**, soit une évolution attendue de l'ordre de **4 %**.

- Les charges à caractère général évolueraient de 10,3 M € à 11,6 M € (+12%), en raison principalement de la hausse du coût de l'énergie et du gaz.
- Les charges de personnel augmenteraient de l'ordre de 670 k€ pour passer de 5,350 M€ à 6,020 M € (revalorisation du point d'indice, création de postes, revalorisation du régime indemnitaire, adhésion au CNAS)
- Les atténuations de produits baisseraient de l'ordre de 320 k€, en raison de la baisse des attributions de compensation à verser aux communes du fait du transfert des charges Mobilités et GEPLU

Les recettes réelles passeraient de 28,5 M € à 29,5 M €, soit une hausse de 3 %, intégrant notamment :

- Une revalorisation des bases fiscales de 4 %, mais qui pourrait être supérieure (7 % ?)
- Des attributions de compensation en hausse du fait du transfert Mobilités et GEPLU (AC négatives)
- Stabilité attendue des dotations de l'Etat

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

Reçu en préfecture le 15/12/2022

Affiché le

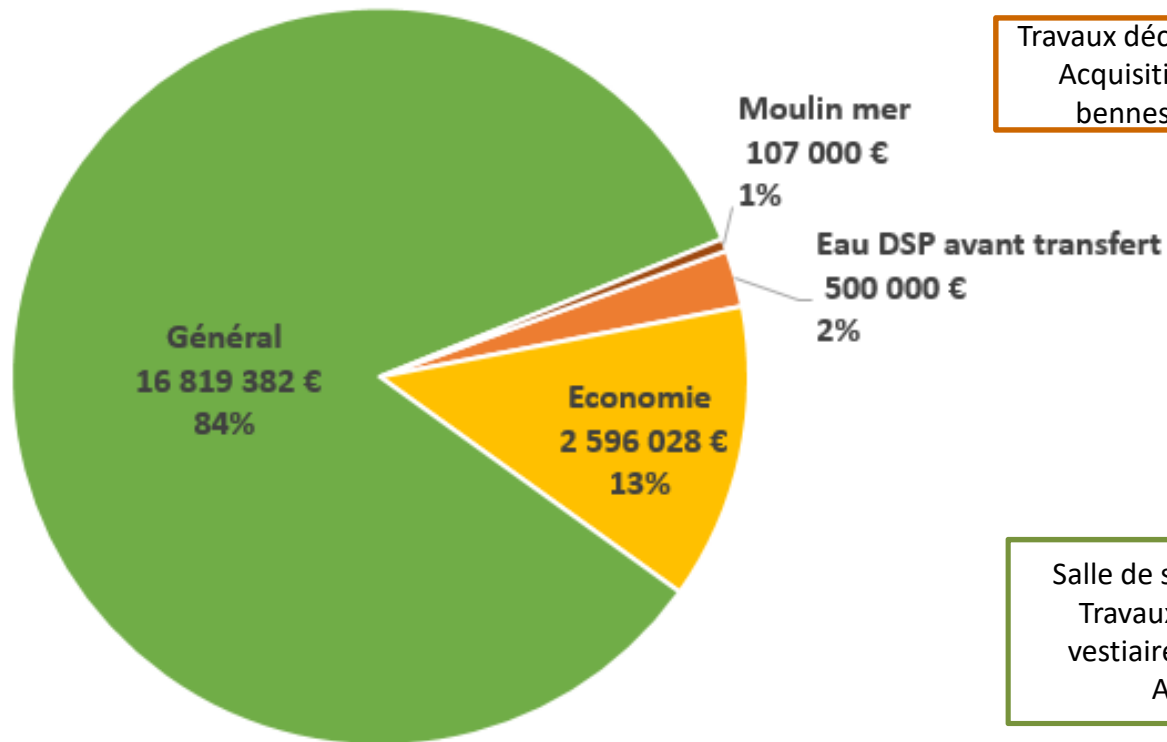
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE

Les propositions d'évolution de la PPI

DERNIERE PPI VOTEE 2022-2025 (PPI à finaliser avec les services)

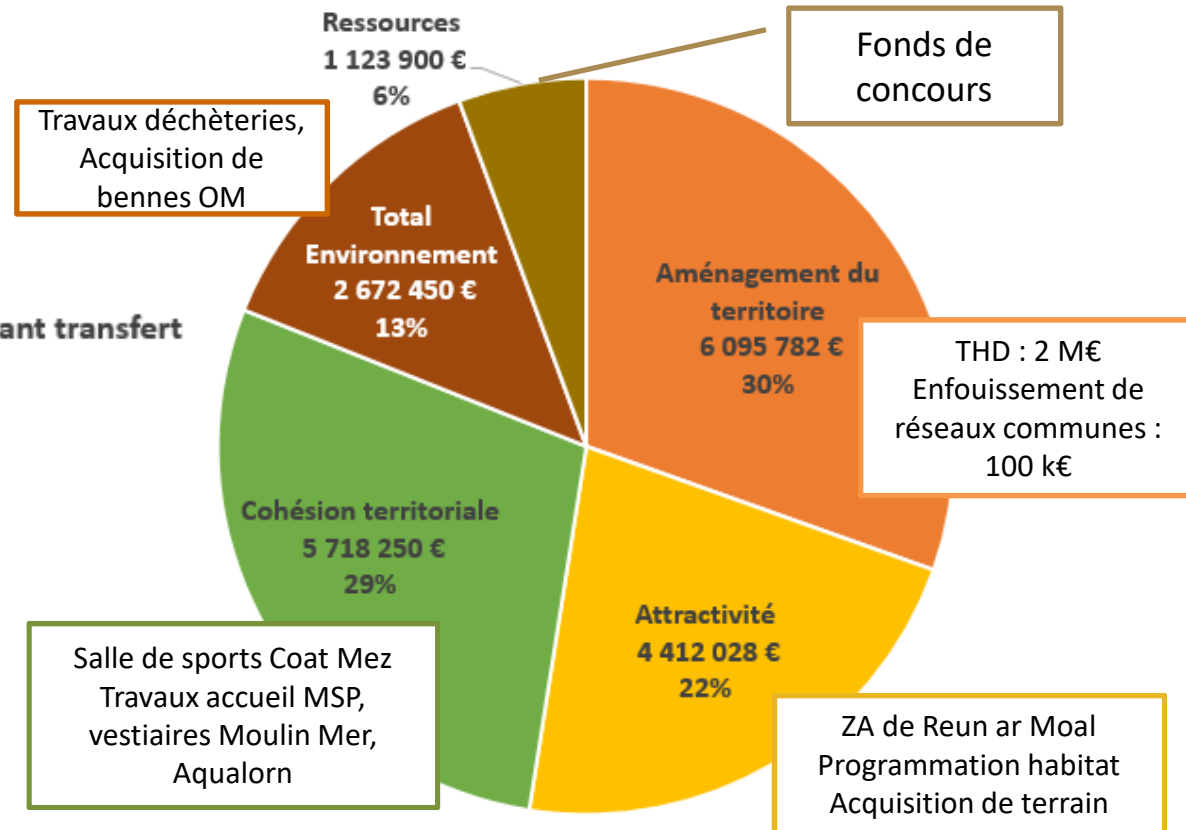
Envoyé en préfecture le 15/12/2022
Reçu en préfecture le 15/12/2022
Affiché le
ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_173-DE

TOTAL 2022-2025 PAR BUDGETS



Budget	TOTAL
	2022-2025
Eau DSP avant transfert	500 000 €
Economie	2 596 028 €
Général	16 819 382 €
Moulin mer	107 000 €
Total général	20 022 410 €

TOTAL 2022-2025 PAR THEMATIQUE



Thématique	TOTAL
	2022-2025
Aménagement du territoire	6 095 782 €
Attractivité	4 412 028 €
Cohésion territoriale	5 718 250 €
Environnement	2 672 450 €
Ressources	1 123 900 €
Total général	20 022 410 €

Les propositions d'évolution des dépenses et des recettes pour 2023

Les autres budgets annexes



- Un budget CLIC 2023 intégrant de nouvelles actions :
Mona Lisa, semaine bleue
- Un budget Réseau de chaleur avec des dépenses intégrant la hausse du coût de l'énergie (+110 k€) et une révision des parts fixes en recettes (+ 140 k€)
- Un budget Photovoltaïque en hausse également mais s'équilibrant toujours en dépenses et en recettes
- La fusion des budgets « Eau » et « Eau DSP » en cours en un seul budget annexe « Eau »
- Un budget Assainissement stable par rapport à 2022